

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'acheteur (RA) :

ETAT - Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation
Direction Générale de l'Aviation Civile
Service national d'Ingénierie Aéroportuaire
Représenté par M. le directeur du SNIA

Objet :

Marché d'assistance technique à maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'études acoustiques dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle vigie de l'Héliport Paris-Issy-les-Moulineaux-Valérie André

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES n° BX_2024-18_SNARP_CCAP-03 du 17 janvier 2025

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. REPRESENTATION DU RA ET FORME DES NOTIFICATIONS.....	4
1.2.1. <i>Représentation du RA pour l'exécution du marché</i>	4
1.2.2. <i>Formes des notifications</i>	4
1.3. POINT DE DEPART DU DELAI D'EXECUTION.....	5
1.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN PARTIES TECHNIQUES	5
1.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE, PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
1.5.1. <i>Obligation de confidentialité</i>	6
1.5.2. <i>Sites sensibles</i>	6
1.5.3. <i>RGPD (Règlement général sur la protection des données)</i>	6
1.6. DISPOSITIONS GENERALES	6
1.6.1. <i>Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</i>	6
1.6.2. <i>Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés</i>	7
1.6.3. <i>Assurances</i>	8
1.6.4. <i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	8
1.6.5. <i>Clauses de réexamen</i>	8
1.6.6. <i>Clauses sociales et environnementales</i>	8
1.7. ORDRES DE SERVICE	9
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	9
3.1. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)	9
3.2. CONTENU DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	9
3.2.1. <i>Contenu des prix</i>	9
3.2.2. <i>Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes</i>	9
3.2.3. <i>Modalités de transmission et de paiement</i>	9
3.3. VARIATION DANS LES PRIX	10
3.3.1. <i>Révision des prix</i>	10
3.3.2. <i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	10
3.3.3. <i>Choix de l'index de référence</i>	10
3.3.4. <i>Modalités de révision des prix</i>	11
3.3.5. <i>Application de la taxe à la valeur ajoutée</i>	11
3.4. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	11
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	12
4.1. DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	12
4.2. PENALITES - GENERALITES	12
4.3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION.....	12
4.4. PENALITES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION.....	12
4.4.1. <i>Pénalités pour non-participation et retard abusif aux réunions ou visites</i>	12
4.4.2. <i>Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité</i>	12
4.4.3. <i>Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD</i>	12
4.4.4. <i>Clauses sociales</i>	13
4.4.5. <i>Autres pénalités diverses</i>	13
4.5. PRIMES POUR REALISATION ANTICIPEE DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
5.1. RETENUE DE GARANTIE	13
5.2. AVANCES	13
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHÉ	14
7.1. CONDITIONS D'EXECUTION	14
7.1.1. <i>Modalités particulières de réalisation des prestations</i>	14
7.1.2. <i>Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire</i>	14
7.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES D'HYGIENE ET DE SECURITE.....	14

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES	14
8.1. ADMISSION	14
8.1.1. Remise des documents	14
8.1.2. Délais d'admission des prestations	14
8.1.3. Réfaction	14
8.1.4. Ajournement	15
8.1.5. Rejet	15
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	15
9.1. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
9.2. RESILIATION	15
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	15
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° BX_2024-18_SNARP_CCAP-03 du 17 janvier 2025

Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent une mission d'assistance technique à maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'études acoustiques dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle vigie de l'Héliport Paris-Issy-les-Moulineaux-Valérie André.

Le bureau d'étude doit accompagner la maîtrise d'œuvre (MOE) tout au long du processus de conception et de réalisation sur des phases de type loi MOP. Le SNIA sera le maître d'œuvre de l'opération.

Le lieu d'exécution des travaux à réaliser est le suivant :

⇒ Héliport de Paris - Issy-les-Moulineaux Valérie-André.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2. Représentation du RA et forme des notifications

1.2.1. Représentation du RA pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur du SNIA, ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

1.2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le RA procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le RA, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le RA.

En cas d'indisponibilité de la plateforme PLACE, ou en cas de besoin, les notifications pourront être réalisées par voie postale en recommandé avec accusé de réception, ou par remise en main propre contre récépissé, conformément au CCAG.

1.3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Durée globale du marché : La durée du marché part de la date de la notification de celui-ci et se termine à la date de fin de la garantie de parfait achèvement des travaux.

Délais d'exécution du marché : Le début du délai d'exécution de chaque élément de mission part de la date précisée dans l'ordre de service de commencer l'exécution de celle-ci.

1.4. Décomposition en tranches et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les prestations sont réparties en 5 éléments de missions (parties techniques) :

DIA Acoustique	La réalisation du diagnostic du site existant
AVP	L'assistance technique aux études d'avant-projet
PRO/DCE	L'assistance technique aux dossier projet et dossier de consultation des entreprises
ACT	L'assistance technique pour l'assistance à la passation des contrats de travaux
VISA/DET/AOR	L'assistance au visa des études d'exécution et de synthèse

	<p>L'assistance à la direction de l'exécution des contrats de travaux sur des points techniques particuliers en cours de chantier)</p> <p>L'assistance technique aux OPR et proposition à la maîtrise d'œuvre d'accepter ou non la recevabilité des ouvrages réalisés</p> <p>L'assistance à la maîtrise d'œuvre quant à la validation du DOE sur des points techniques particuliers en fin de chantier</p>
--	--

1.5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.5.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le RA et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1.5.2. Sites sensibles

Sans objet.

1.5.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le RA est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le RA ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le RA afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.6. Dispositions générales

1.6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au RA la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au RA la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au RA une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au RA les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le RA, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1.6.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le RA public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au RA dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du RA, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.6.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1.6.5. Clauses de réexamen

Sans objet.

1.6.6. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique :

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale :

Le titulaire s'applique à limiter les émissions de CO2 générées dans le cadre des déplacements.

Le titulaire applique les « bonnes pratiques » pour limiter son empreinte numérique lors des futurs échanges en privilégiant l'envoi des documents par des liens de téléchargement au lieu de pièces jointes.

La remise desouvrables est faite par voie dématérialisée.

1.7. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du RA qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le RA, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

En complément de l'article 3.8.1 du CCAG, l'accusé de réception d'un OS sous PLACE vaut notification

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi (**daté et signé électroniquement par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3.2.2. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3.2.3. Modalités de transmission et de paiement

3.2.3.1. *Modalités de transmission des pièces de paiement*

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- Le code du service exécutant de la dépense ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ).

Ces éléments seront transmis lors de la notification du marché.

3.2.3.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la Commande Publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **Ingénierie** publié par l'INSEE.

3.3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date de démarrage de l'élément de mission

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du Code de la Commande Publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le RA du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le RA et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le RA. Le RA règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au RA une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4.1. Durée de validité du marché et délais d'exécution

Les stipulations et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

Dans chaque partie technique, le titulaire doit respecter les délais distincts figurant dans le CCTP.

4.2. Pénalités - Généralités

Le paiement des pénalités ne dispense pas le titulaire de ses obligations contractuelles. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Le RA se réserve la possibilité de réduire le montant des pénalités applicables au titre du présent marché, voire de ne pas les appliquer à titre commercial ou gracieux, auquel cas le titulaire sera averti par le SNIA.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire est redevable des pénalités à partir de 1 euro.

4.3. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution : Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues à la suite de procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, une pénalité de 100 euros par livrable et par jour de retard pourra être appliquée. Le décompte est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations, tel que défini ci-dessus. Il prend fin à la date de remise effective du document, ce jour étant inclus dans le délai.

4.4. Pénalités autres que retard d'exécution

4.4.1. Pénalités pour non-participation et retard abusif aux réunions ou visites

Le titulaire encourt une pénalité de 100 euros pour absence, sauf circonstance de force majeure dûment justifiée.

Le titulaire encourt une pénalité de 50 euros pour retard supérieur à 30 minutes, sauf circonstance de force majeure dûment justifiée.

4.4.2. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.5 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4.4.3. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.4.4. Clauses sociales

Sans objet.

4.4.5. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4.5. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Sans objet.

5.2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3, R.2191-5 à R.2191-7, R.2191-9 à R.2191-11 du Code de la Commande Publique, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.3.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3, R.2191-5 à R.2191-7, R.2191-9 à R.2191-11 du Code de la Commande Publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du Code de la Commande Publique, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7.1. Conditions d'exécution

7.1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7.1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du RA. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du RA.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le RA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7.2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8.1. Admission

8.1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous la forme et dans les formats prévus au CCTP.

8.1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le RA estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du RA. Si le titulaire formule des observations, le RA dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le RA est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions de l'article 4.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^{ème} alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du RA ne vaut pas décision de rejet des prestations.

À la suite d'une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.1.5. Rejet

À la suite d'une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RESILIATION

9.1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.4 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9.2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le RA se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du RA signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le RA peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la Commande Publique, le RA peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le RA se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1 du CCAG
	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
	déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCP
CCAP 8.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8.1.4	déroge à l'article	29.2.1 3 ^{ème} alinéa du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG